

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2026



I. RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2026	3
1. ÉLÉMENTS CLÉS	3
2. ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026	4
3. ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026	6
4. CAPITAL SOCIAL - ACTIONNARIAT - BOURSE.....	7
5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN 2026	8
6. FACTEURS DE RISQUES ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	9
7. CALENDRIER FINANCIER	9
8. PERSPECTIVES	9
II. COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2026.....	10
1. COMPLÉMENT D'INFORMATION – DEUXIÈME TRIMESTRE 2026.....	10
2. COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER SEMESTRE 2026.....	13
3. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026.....	16
III. NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026	20
1. ACTIVITÉ DU GROUPE.....	20
2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	21
3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	26
4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	27
5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE	27
6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE.....	28
7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE	29
8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT	29
9. SENSIBILITÉ AU CONTEXTE ÉCONOMIQUE	30
10. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN 2026	30
IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE	31
V. DÉCLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	33

I. RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2026

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du groupe Lectra (le Groupe) pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2026.

1. ÉLÉMENTS CLÉS

(en millions d'euros)	1 ^{er} avril – 30 juin				1 ^{er} janvier – 30 juin			
	2026	2025	Variation 2026/2025		2026	2025	Variation 2026/2025	
			Données réelles	Données comparables ⁽¹⁾			Données réelles	Données comparables ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	126,5	126,8	0%	1%	239,6	261,3	-8%	-6%
ARR ⁽²⁾		-	-	-	102,6	97,2	5%	5%
EBITDA Courant	21,6	19,2	12%	15%	33,7	40,4	-17%	-9%
Marge d'EBITDA courant	17,1%	15,2%	+1,9 point	+2,1 points	14,0%	15,4%	-1,4 point	-0,6 point
Résultat Net	9,2	5,3	73%	-	9,7	11,1	-13%	-
Capitaux propres ⁽²⁾		-	-	-	340,4	360,3	-	-
Trésorerie nette (+) / Endettement net (-) ⁽²⁾		-	-	-	-64,3	-21,3	-	-

⁽¹⁾ A changes constants et périmètre comparable

⁽²⁾ Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025

- Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 126,5 millions d'euros au T2 2026, en hausse de 1 % à données comparables, en ligne avec les indications données au T1 2026
- Le chiffre d'affaires récurrent continue de progresser, grâce à la dynamique des abonnements SaaS en croissance de 13 % à données comparables
- L'ARR atteint 102,6 millions d'euros au 30 juin 2026, en progression de 5 % à données comparables par rapport au 31 décembre 2025 (97,2 millions d'euros)
- Les commandes d'équipements atteignent 21,9 millions d'euros, en progression de 12 % à données comparables par rapport au T2 2025
- L'EBITDA courant au T2 2026 s'établit à 21,6 millions d'euros (+15 % à données comparables), soit une marge d'EBITDA courant de 17,1 % (+2,1 points), grâce à l'amélioration structurelle du modèle d'affaires
- Le résultat net s'établit à 9,2 millions d'euros au T2 2026 (5,3 millions d'euros au T2 25)
- Le ratio de sécurité (couverture des frais fixes par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent) de 97 % au S1 2026 démontre la solidité du modèle d'affaires
- Avec des capitaux propres de 340,4 millions d'euros et un endettement net de 64,3 millions d'euros au 30 juin 2026, Lectra dispose d'un bilan particulièrement solide
- Lectra confirme ses ambitions 2026-2028 annoncées en février 2026, s'appuyant sur la croissance des activités SaaS et la poursuite de la baisse des frais généraux

Mot de Daniel Harari, Président-Directeur général :

« L'activité du deuxième trimestre 2026 s'est révélée plus favorable qu'au premier trimestre, une amélioration portée notamment par les ventes d'équipements, de consommables et de pièces détachées, même si les décisions d'investissement de nos clients restent prudentes.

La résilience de notre activité récurrente et le contrôle strict de nos frais généraux continuent par ailleurs de soutenir la performance du Groupe. Ils nous permettent d'amortir les effets d'un cycle d'investissement bas et de confirmer les ambitions de la feuille de route 2026-2028.

Ces résultats illustrent la transformation progressive de notre modèle d'affaires, portée par la croissance des revenus récurrents, le développement de nos offres SaaS et une discipline opérationnelle rigoureuse. Ils renforcent notre confiance dans notre capacité à accroître, à long terme, la performance du Groupe et sa création de valeur.

Cette transformation ouvre également de nouvelles perspectives de croissance et d'innovation. L'intelligence artificielle agentique en constitue un accélérateur majeur. En associant la profondeur de notre expertise métier, la richesse de nos données métiers et la puissance de nos plateformes SaaS, elle nous permet d'enrichir nos offres et d'apporter à nos clients de nouveaux gains de performance, d'agilité et de compétitivité. »

2. ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Le dollar s'est déprécié de 3 % contre l'euro et le yuan s'est apprécié de 3 % contre l'euro par rapport au deuxième trimestre 2025 avec des parités moyennes de respectivement 1,16 \$ / 1 € et 7,92 CNY / 1 € sur la période. Les évolutions des devises ont eu un impact négatif sur le chiffre d'affaires et l'EBITDA courant, réduisant respectivement ces indicateurs de 1,2 million d'euros et 0,5 million d'euros.

Sauf indication contraire, les comparaisons sont à données comparables.

Commandes d'équipements

L'indicateur principal des investissements des clients étant la vente d'équipements, le Groupe a décidé de publier, à compter de 2026, les commandes d'équipements et non plus les commandes de nouveaux systèmes.

Commandes d'équipements par région

	T2 2026		T2 2025		Variation T2 2026 vs T2 2025		T1 2026		Variation T2 2026 vs T1 2026
(en milliers d'euros)		%		%	Données réelles	Données comparables		%	Données réelles
Europe	3 766	17%	3 112	16%	+21%	+21%	3 432	16%	+10%
Amériques	7 313	33%	4 314	22%	+70%	+73%	5 741	26%	+27%
Asie - Pacifique	8 183	37%	9 666	49%	-15%	-15%	11 202	51%	-27%
Autres pays	2 663	12%	2 636	13%	+1%	+1%	1 735	8%	+53%
Total	21 925	100%	19 728	100%	+11%	+12%	22 110	100%	-1%

Commandes d'équipements par marché sectoriel

	T2 2026		T2 2025		Variation T2 2026 vs T2 2025		T1 2026	Variation T2 2026 vs T1 2026	
(en milliers d'euros)		%		%	Données réelles	Données comparables		%	Données réelles
Mode	9 288	42%	9 759	49%	-5%	-4%	8 482	38%	+9%
Automobile	6 560	30%	7 419	38%	-12%	-11%	8 838	40%	-26%
Ameublement	2 088	10%	612	3%	+241%	+244%	1 816	8%	+15%
Autres industries	3 989	18%	1 939	10%	+106%	+111%	2 974	13%	+34%
Total	21 925	100%	19 728	100%	+11%	+12%	22 110	100%	-1%

Les commandes d'équipements se sont élevées à 21,9 millions d'euros au T2 2026, en progression de 12 % à données comparables par rapport au T2 2025.

Par région, les Amériques et l'Europe sont en nette amélioration par rapport au T2 2025 et également en tendance séquentielle par rapport au T1 2026. L'Asie, en revanche, marque le pas au T2 2026 après la forte progression enregistrée au T1 2026 (par rapport au T4 2025).

Par secteur, l'Ameublement et les Autres Industries progressent par rapport au T2 2025 qui avait été pénalisé par les annonces douanières étendues à tous les secteurs à partir du 2 avril 2025. Sur la Mode, comme pour ces deux marchés sectoriels, l'évolution par rapport au T1 2026 est à la hausse alors que l'Automobile voit un ralentissement après le rebond séquentiel significatif enregistré au T1 2026.

Chiffre d'affaires

Du 1 ^{er} avril au 30 juin	2026		2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)		%		%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	96 698	76%	95 148	75%	+2%	+3%
- Contrats récurrents	61 659	49%	60 213	47%	+2%	+3%
- abonnements SaaS	24 667	20%	21 931	17%	+12%	+13%
- contrats de maintenance des logiciels	12 047	10%	12 855	10%	-6%	-6%
- contrats de maintenance des équipements	24 945	20%	25 427	20%	-2%	-1%
- Consommables et pièces	35 039	28%	34 935	28%	0%	+1%
Chiffre d'affaires non récurrent, dont :	29 754	24%	31 681	25%	-6%	-6%
- Equipements	23 177	18%	24 441	19%	-5%	-5%
- Formation, conseil	4 288	3%	4 702	4%	-9%	-8%
- Autres revenus non récurrents	2 289	2%	2 538	2%	-10%	-8%
Total	126 453	100%	126 829	100%	0%	+1%

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2026 s'établit à 126,5 millions d'euros, stable à données réelles et en hausse de 1 % à données comparables.

Le **chiffre d'affaires récurrent**, progresse de 3 %, soutenu par la dynamique des abonnements SaaS (+13 %) et le rebond des Consommables & Pièces (+1 %) tandis que les contrats de maintenance affichent une évolution plus contrastée.

Le **chiffre d'affaires non récurrent** recule de 6 %, une baisse sensiblement atténuée par l'amélioration des ventes d'équipements après plusieurs trimestres faibles. Cette évolution est conforme aux anticipations communiquées en avril 2026, compte tenu du niveau du carnet de commandes au 31 mars 2026.

Au 30 juin 2026, le carnet de commandes des équipements s'élève à 23,4 millions d'euros (24,6 millions d'euros au 31 mars 2026) dont environ 70 % devraient être livrables au T3 2026.

Résultats

Marge brute

La marge brute s'établit à 74,4 %, au deuxième trimestre, en augmentation de 1,7 point, un niveau élevé reflétant la qualité du modèle économique du Groupe et la contribution croissante des activités récurrentes.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de services ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes, mais figurent dans les frais généraux.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à 82,2 millions d'euros, en diminution de 1 % par rapport au T2 2025 et se décomposent comme suit :

- 76,5 millions d'euros de frais fixes, en baisse de 3 % ;
- 5,7 millions d'euros de frais variables, en hausse de 33 %, du fait d'une base de comparaison faible au T2 2025.

Le Groupe poursuit un contrôle strict de ses coûts dans l'environnement actuel.

Les dépenses de recherche et développement (18,0 millions d'euros), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 14,3 % du chiffre d'affaires. Après déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions reçues, les frais nets de recherche et développement totalisent 16,3 millions d'euros (16,5 millions d'euros au T2 2025).

Les frais de sous-traitance de formation et conseil ayant un caractère récurrent figurent désormais en frais fixes. Les données 2025 ont ainsi été retraitées d'environ 1 million d'euros par trimestre pour permettre la comparaison avec 2026.

EBITDA courant

L'EBITDA courant s'élève à 21,6 millions d'euros au deuxième trimestre, soit une marge de 17,1 % en progression de 2,1 points à données comparables (15,2 % au T2 2025). Cette évolution reflète l'amélioration structurelle du modèle d'affaires de Lectra, dont la contribution positive a atteint 3,0 millions d'euros au deuxième trimestre, après 2,8 millions d'euros au premier trimestre. Porté par la croissance des revenus récurrents et la maîtrise des coûts, cela a permis d'atténuer l'impact conjoncturel lié à la faiblesse des activités non récurrentes.

Résultat opérationnel et résultat opérationnel courant

Après la prise en compte d'une charge d'amortissements de 9,8 millions d'euros dont 5,6 millions d'euros relatifs à des actifs incorporels, et en l'absence d'éléments non récurrents, le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel, identiques, s'établissent à 11,8 millions d'euros en hausse de 37 % par rapport au T2 2025 (8,9 millions d'euros).

Résultat net

Le résultat financier se compose d'une charge nette de 1,2 million d'euros et d'une perte de change de 0,5 million d'euros.

Après la prise en compte d'une charge d'impôts de 0,8 million d'euros, le résultat net s'établit à 9,2 millions d'euros (5,3 millions d'euros au T2 2025).

3. ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026

3.1 Analyse de l'activité

L'impact des évolutions de change a été significatif sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2026, réduisant le chiffre d'affaires de 7,2 millions d'euros et l'EBITDA courant de 3,1 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2026 s'élève à 239,6 millions d'euros en baisse de 6 %. Il se décompose en 190,0 millions d'euros de chiffre d'affaires récurrent (79 % du chiffre d'affaires total) en hausse de 2 %, dont 48,5 millions d'euros d'abonnement SaaS en croissance de 14 %, et 49,6 millions d'euros de chiffre d'affaires non récurrent (21 % du chiffre d'affaires total), en diminution de 26 %.

L'ARR (*Annual Recurring Revenue*) de 102,6 millions d'euros au 30 juin 2026 poursuit sa progression, avec une hausse de 5 % à données comparables par rapport au 31 décembre 2025, soit un rythme de progression annualisé de 10%.

La marge brute atteint 178,7 millions d'euros, soit un taux de marge de 74,6 %, en croissance de 2 points, grâce à la hausse de la marge brute des revenus récurrents.

Le ratio de sécurité (couverture des frais fixes par la marge dégagée par l'activité récurrente) atteint 96,8 % au S1 2026.

L'EBITDA courant s'établit à 33,7 millions d'euros, en baisse de 9 % avec une marge d'EBITDA courant de 14,0 % (-0,6 point). Il intègre un impact conjoncturel négatif de 9,5 millions d'euros, principalement lié au recul des activités non récurrentes. À l'inverse, les améliorations structurelles du modèle économique de Lectra ont contribué positivement à hauteur de 5,8 millions d'euros.

Le résultat opérationnel s'élève à 14,2 millions d'euros, en diminution de 14 %.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de 2,5 millions d'euros et le résultat de change est négatif de 1,1 million d'euros.

Après une charge d'impôt de 0,5 million d'euros, le résultat net s'établit à 9,7 millions d'euros (11,1 millions d'euros au S1 2025).

3.2 Analyse du bilan et du cash-flow

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité courante au 30 juin 2026 est négatif de 61,5 millions d'euros (-39,7 millions d'euros au 31 décembre 2025), une caractéristique forte du modèle d'affaires de Lectra.

Le cash-flow libre courant s'établit à 24,5 millions d'euros sur le semestre.

Au 30 juin 2026, le Groupe conserve une structure financière particulièrement solide, avec des capitaux propres de 340,4 millions d'euros et un endettement net de 64,3 millions d'euros. Au premier semestre, le Groupe a décaissé la deuxième tranche d'acquisition des intérêts minoritaires de TextileGenesis (19,5 millions d'euros) et la troisième tranche d'acquisition des intérêts minoritaires de Launchmetrics (22,6 millions d'euros), a versé un dividende au titre de l'exercice 2025 (13,3 millions d'euros), mis en place un programme de rachat d'actions propres (13,6 millions d'euros) et remboursé une partie de sa dette (8,0 millions d'euros).

L'endettement net au 30 juin 2026 est composé d'une dette financière de 108,5 millions d'euros (incluant un tirage de 30 millions d'euros de la ligne de crédit renouvelable) et d'une trésorerie disponible de 44,2 millions d'euros.

4. CAPITAL SOCIAL - ACTIONNARIAT - BOURSE

4.1 Évolution du capital

Au 30 juin 2026, le capital social de la société Lectra SA (la Société) est de 38 064 263 €, divisé en 38 064 263 actions d'une valeur nominale de 1,00 €. Depuis le 1^{er} janvier 2026, il a été augmenté de 1 000 € en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de 17 000 €) par la création de 1 000 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

4.2 Principaux actionnaires

À la date du présent rapport, à la connaissance de la Société, Daniel Harari, Alantra EQMC Asset Management SGIIC (Espagne) et Fivespan Partners (États-Unis) détiennent plus de 10 % du capital et des droits de vote de la Société, et Amiral Gestion (France), Brown Capital Management (États-Unis) et Kempen Orange Participaties (Pays-Bas) plus de 5 % du capital et des droits de vote.

4.3 Actions détenues en propre

L'Assemblée générale mixte du 29 avril 2026 a approuvé la proposition du Conseil d'administration d'autoriser le rachat d'actions Lectra, dans la limite de 10 % du capital social et de 50 millions d'euros, à un prix maximal de 40 € par action, pour une durée de dix-huit mois.

Dans le cadre de cette autorisation, Lectra a annoncé le 5 mai 2026 avoir confié à Natixis, un mandat de rachat portant sur une première tranche de 20 millions d'euros, à compter du 11 mai 2026. Au 30 juin 2026, la Société a racheté 818 206 actions propres pour un montant total de 13,6 millions d'euros. Par ailleurs, au titre du contrat de liquidité géré par Natixis ODDO BHF, au 30 juin 2026, la Société détenait 28 402 actions propres, représentant 0,1 % du capital social.

Au total, les actions détenues en propre par la Société au 30 juin 2026, incluant celles acquises dans le cadre du mandat de rachat et celles détenues au titre du contrat de liquidité, représentaient 846 608 actions, soit 2,2 % du capital social.

4.4 Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2026, le cours de Bourse (17,16 €) s'est inscrit en baisse de 33 % par rapport au 31 décembre 2025 (25,50 €). Au cours du deuxième trimestre, son plus bas a été de 15,02 € le 5 mai 2026 et son plus haut de 18,36 € le 02 juin 2026.

La capitalisation boursière s'élevait à 653 millions d'euros au 30 juin 2026 (971 millions d'euros au 31 décembre 2025).

Au cours du deuxième trimestre 2026, 10,4 millions d'actions ont été échangées (6,4 millions au deuxième trimestre 2025), toutes plateformes confondues, dont 28 % sur Euronext. Au total au premier semestre, 23,4 millions d'actions ont ainsi été échangées (10,8 millions au premier semestre 2025).

La Société fait partie des indices CAC All Shares, CAC Technology, EN Tech Leaders et ENT PEA-PME 150. À la suite de la révision trimestrielle des indices Euronext Paris du 11 juin 2026, elle intègre également les indices CAC Small, CAC Mid & Small, CAC All-Tradable, avec effet après la clôture du marché le 19 juin 2026. L'action Lectra est éligible au Service de Règlement Différé classique (SRD) d'Euronext. La Société a par ailleurs confirmé, dans son communiqué du 16 avril 2026, son éligibilité au dispositif PEA-PME.

4.5 Dividende

L'Assemblée générale mixte du 29 avril 2026 a approuvé la proposition du Conseil d'administration de verser un dividende de 0,35 € par action au titre de l'exercice 2025, correspondant à un taux de distribution de 52 % du résultat net consolidé. Le dividende a été mis en paiement le 6 mai 2026.

5. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN 2026

Le 27 juillet 2026, Lectra a procédé à la fermeture temporaire de son site de Bordeaux-Cestas à la suite des mesures d'évacuation préventives décidées par les autorités dans le contexte des incendies en Gironde. Le site a repris son activité normale le 30 juillet 2026. Aucun dommage n'a été constaté sur les installations et l'impact sur l'activité du Groupe devrait être négligeable.

6. FACTEURS DE RISQUES ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

6.1 Facteurs de risques

Les principaux facteurs de risques du deuxième trimestre 2026 sont de même nature que ceux décrits dans la section 3 du Rapport de gestion inclus dans le Rapport financier annuel 2025.

6.2 Transaction entre parties liées

Au cours du premier semestre 2026, les relations d'affaires entre le Groupe et des sociétés impliquant des administrateurs du Groupe ont été réalisées aux conditions normales du marché, et ne revêtent pas un caractère significatif.

7. CALENDRIER FINANCIER

Résultats 9 mois 2026	28 octobre 2026 après bourse
Résultats annuels 2026	10 février 2027 après bourse
Résultats T1 2027	28 avril 2027 après bourse
Résultats S1 2027	29 juillet 2027 après bourse

Des mises à jour régulières du calendrier sont disponibles sur www.lectra.com.

8. PERSPECTIVES

Les résultats du premier semestre 2026 permettent au Groupe de réitérer les ambitions de sa feuille de route 2026-2028, annoncée le 11 février 2026. Sa performance continuera de s'appuyer sur la solidité de son activité récurrente, la dynamique de ses offres SaaS et une discipline opérationnelle rigoureuse.

Pour rappel, pour la période 2026-2028, le Groupe vise une progression de son EBITDA courant, portée par la croissance des contrats récurrents et le maintien d'un strict contrôle des coûts.

- À données comparables, Lectra prévoit une croissance annuelle moyenne de l'ARR SaaS d'environ 15 %, contribuant à une progression du chiffre d'affaires des contrats récurrents comprise entre +5 % et +8 % par an.
- Le Groupe poursuivra par ailleurs une gestion rigoureuse de ses frais, tout en maintenant des investissements ciblés. Dans ce contexte, le ratio de sécurité devrait progresser de 94 % en 2025 à plus de 100 % en 2028.

Lectra vise ainsi une progression de la marge d'EBITDA courant de 120 à 180 points de base par an à données comparables, dans l'hypothèse où les commandes d'équipements ainsi que le chiffre d'affaires des consommables et pièces resteraient stables, hors inflation.

Tout rebond des ventes d'équipements, dont le calendrier et l'ampleur demeurent incertains, représenterait un potentiel additionnel de croissance du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant.

Le Conseil d'administration
Le 30 juillet 2026

II. COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2026

1. COMPLÉMENT D'INFORMATION – DEUXIÈME TRIMESTRE 2026

Commandes d'équipements

Commandes d'équipements par région

Du 1 ^{er} avril au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe	3 766	17%	3 769	3 112	16%	+21%	+21%
Amériques	7 313	33%	7 473	4 314	22%	+70%	+73%
Asie - Pacifique	8 183	37%	8 229	9 666	49%	-15%	-15%
Autres pays	2 663	12%	2 653	2 636	13%	+1%	+1%
Total	21 925	100%	22 125	19 728	100%	+11%	+12%
Parité moyenne € / \$	1.16		1.13	1.13			

Commandes d'équipements par marché sectoriel

Du 1 ^{er} avril au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode	9 288	42%	9 338	9 759	49%	-5%	-4%
Automobile	6 560	30%	6 593	7 419	38%	-12%	-11%
Ameublement	2 088	10%	2 106	612	3%	+241%	+244%
Autres industries	3 989	18%	4 089	1 939	10%	+106%	+111%
Total	21 925	100%	22 125	19 728	100%	+11%	+12%
Parité moyenne € / \$	1.16		1.13	1.13			

Analyse du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par région

Du 1 ^{er} avril au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	46 045	36%	46 196	46 377	37%	-1%	0%
- France	8 936	7%	8 963	8 861	7%	+1%	+1%
Amériques	42 265	33%	42 969	39 335	31%	+7%	+9%
Asie - Pacifique	28 266	22%	28 615	31 283	25%	-10%	-9%
Autres pays	9 877	8%	9 857	9 834	8%	0%	0%
Total	126 453	100%	127 637	126 829	100%	0%	+1%
Parité moyenne € / \$	1.16		1.13	1.13			

Chiffre d'affaires par activité

Du 1 ^{er} avril au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)		%	À cours de change 2025		%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	96 698	76%	97 741	95 148	75%	+2%	+3%
- Contrats récurrents	61 659	49%	62 295	60 213	47%	+2%	+3%
- abonnements SaaS	24 667	20%	24 874	21 931	17%	+12%	+13%
- contrats de maintenance des logiciels	12 047	10%	12 136	12 855	10%	-6%	-6%
- contrats de maintenance des équipements	24 945	20%	25 285	25 427	20%	-2%	-1%
- Consommables et pièces	35 039	28%	35 446	34 935	28%	0%	+1%
Chiffre d'affaires non récurrent, dont :	29 754	24%	29 896	31 681	25%	-6%	-6%
- Equipements	23 177	18%	23 248	24 441	19%	-5%	-5%
- Formation, conseil	4 288	3%	4 318	4 702	4%	-9%	-8%
- Autres revenus non récurrents	2 289	2%	2 329	2 538	2%	-10%	-8%
Total	126 453	100%	127 637	126 829	100%	0%	+1%
Parité moyenne € / \$	1.16		1.13	1.13			

Compte de résultat consolidé

Du 1 ^{er} avril au 30 juin	2026		2025	Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	À cours de change 2025	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	126 453	127 637	126 829	0%	+1%
Coût des ventes	(32 422)	(32 542)	(34 448)	-6%	-6%
Marge brute	94 030	95 095	92 381	+2%	+3%
(en % du chiffre d'affaires)	74.4%	74.5%	72.8%	+1.5 point	+1.7 point
Frais de recherche et de développement	(16 343)	(16 600)	(16 501)	-1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(65 860)	(66 309)	(66 992)	-2%	-1%
Résultat opérationnel	11 827	12 187	8 887	+33%	+37%
(en % du chiffre d'affaires)	9.4%	9.5%	7.0%	+2.3 points	+2.5 points
Résultat avant impôts	10 197	10 556	6 986	46%	51%
Impôt sur le résultat	(803)	na	(1 639)	-51%	na
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(223)	na	(52)	325%	na
Résultat net	9 170	na	5 294	73%	na
dont Résultat net part du Groupe	9 138	na	5 580	64%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	32	na	(285)	-111%	na
Résultat opérationnel courant	11 827	12 187	8 888	+33%	+37%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations	9 784	9 886	10 355	-6%	-5%
EBITDA courant	21 611	22 072	19 243	+12%	+15%
(en % du chiffre d'affaires)	17.1%	17.3%	15.2%	+1.9 point	+2.1 points
Parité moyenne € / \$	1.16	1.13	1.13		

2. COMPLÉMENT D'INFORMATION – PREMIER SEMESTRE 2026

Commandes d'équipements

Commandes d'équipements par région

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe	7 198	16%	7 204	7 870	16%	-9%	-8%
Amériques	13 054	30%	13 688	8 812	18%	+48%	+55%
Asie - Pacifique	19 386	44%	19 986	26 972	55%	-28%	-26%
Autres pays	4 398	10%	4 443	5 558	11%	-21%	-20%
Total	44 036	100%	45 320	49 212	100%	-11%	-8%
Parité moyenne € / \$	1.17		1.09	1.09			

Commandes d'équipements par marché sectoriel

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode	17 771	40%	18 389	23 592	48%	-25%	-22%
Automobile	15 398	35%	15 659	19 282	39%	-20%	-19%
Ameublement	3 904	9%	4 006	1 787	4%	+118%	+124%
Autres industries	6 964	16%	7 267	4 550	9%	+53%	+60%
Total	44 036	100%	45 320	49 212	100%	-11%	-8%
Parité moyenne € / \$	1.17		1.09	1.09			

Analyse du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires par région

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	92 874	39%	93 479	93 059	36%	0%	0%
- France	17 769	7%	17 898	18 121	7%	-2%	-1%
Amériques	80 396	34%	84 825	83 921	32%	-4%	+1%
Asie - Pacifique	48 643	20%	50 729	64 430	25%	-25%	-21%
Autres pays	17 726	7%	17 839	19 867	8%	-11%	-10%
Total	239 639	100%	246 872	261 278	100%	-8%	-6%
Parité moyenne € / \$	1.17		1.09	1.09			

Chiffre d'affaires par activité

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	2026			2025		Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	%	À cours de change 2025	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires récurrent, dont :	189 997	79%	195 932	191 973	73%	-1%	+2%
- Contrats récurrents	122 483	51%	126 013	121 610	47%	+1%	+4%
- abonnements SaaS	48 456	20%	49 506	43 617	17%	+11%	+14%
- contrats de maintenance des logiciels	24 109	10%	24 602	26 025	10%	-7%	-5%
- contrats de maintenance des équipements	49 918	21%	51 905	51 968	20%	-4%	0%
- Consommables et pièces	67 513	28%	69 918	70 363	27%	-4%	-1%
Chiffre d'affaires non récurrent, dont :	49 642	21%	50 940	69 305	27%	-28%	-26%
- Equipements	36 918	15%	37 940	53 813	21%	-31%	-29%
- Formation, conseil	8 412	4%	8 550	9 746	4%	-14%	-12%
- Autres revenus non récurrents	4 312	2%	4 450	5 745	2%	-25%	-23%
Total	239 639	100%	246 872	261 278	100%	-8%	-6%
Parité moyenne € / \$	1.17		1.09	1.09			

Compte de résultat consolidé

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin	2026		2025	Variation 2026/2025	
(en milliers d'euros)	Réel	À cours de change 2025	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	239 639	246 872	261 278	-8%	-6%
Coût des ventes	(60 949)	(62 258)	(71 242)	-14%	-13%
Marge brute	178 689	184 613	190 036	-6%	-3%
(en % du chiffre d'affaires)	74.6%	74.8%	72.7%	+1.8 point	+2.0 points
Frais de recherche et de développement	(32 958)	(33 646)	(33 276)	-1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(131 581)	(134 338)	(137 530)	-4%	-2%
Résultat opérationnel	14 150	16 630	19 230	-26%	-14%
(en % du chiffre d'affaires)	5.9%	6.7%	7.4%	-1.5 point	-0.6 point
Résultat avant impôts	10 536	12 985	14 926	-29%	-13%
Impôt sur le résultat	(533)	na	(3 632)	-85%	na
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(349)	na	(151)	132%	na
Résultat net	9 654	na	11 143	-13%	na
dont Résultat net part du Groupe	9 651	na	12 131	-20%	na
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	3	na	(988)	-100%	na
 Résultat opérationnel courant	 14 150	 16 630	 19 230	 -26%	 -14%
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations	19 513	20 106	21 126	-8%	-5%
EBITDA courant	33 664	36 736	40 355	-17%	-9%
(en % du chiffre d'affaires)	14.0%	14.9%	15.4%	-1.4 point	-0.6 point
Parité moyenne € / \$	1.17	1.09	1.09		

3. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026

État de la situation financière consolidée

(En milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025	30 juin 2025
Ecart d'acquisition	350 784	345 464	346 269
Autres immobilisations incorporelles	149 965	155 529	167 438
Droits d'utilisation locatifs	17 144	20 004	24 163
Immobilisations corporelles	21 472	21 700	21 963
Titres des sociétés mises en équivalence	5 408	4 614	3 423
Autres actifs non courants	22 353	19 083	12 928
Impôts différés actifs	20 369	16 828	14 488
Total actifs non courants	587 495	583 222	590 673
Stocks	55 532	56 099	58 120
Clients et comptes rattachés	88 063	85 528	89 329
Autres actifs courants	28 805	28 946	31 286
Trésorerie et équivalents de trésorerie	44 150	65 065	60 561
Total actifs courants	216 551	235 638	239 296
Total actifs	804 046	818 860	829 969

PASSIF

(En milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025	30 juin 2025
Capital social	38 064	38 063	38 038
Primes d'émission et de fusion	144 543	144 526	144 093
Actions détenues en propre ⁽¹⁾	(20 470)	(885)	(776)
Ecart de conversion	4 222	(1 484)	212
Réserves et résultats consolidés	164 377	164 640	146 291
Participations ne donnant pas le contrôle	9 662	15 432	15 986
Total capitaux propres	340 399	360 294	343 843
Engagements de retraite	10 489	10 502	10 581
Obligations locatives à long terme	12 263	15 603	17 585
Engagements d'achat de titres minoritaires	40 115	61 618	63 747
Impôts différés passifs	13 451	14 805	16 950
Emprunts et dettes financières à long terme	62 961	70 901	78 806
Instruments financiers dérivés	133	413	690
Total passifs non courants	139 411	173 842	188 360
Fournisseurs et autres passifs courants	107 590	91 745	101 200
Produits constatés d'avance	119 471	111 925	112 740
Dettes d'impôt exigible	6 883	6 648	6 431
Obligations locatives à court terme	9 647	9 759	9 578
Engagements d'achat de titres minoritaires	26 459	40 458	43 099
Emprunts et dettes financières à court terme	45 496	15 488	15 823
Provisions	8 689	8 701	8 894
Total passifs courants	324 235	284 723	297 765
Total passifs	804 046	818 860	829 969

(1) À fin juin 2026, 818 206 actions représentant un montant de 13,6 millions d'euros ont été acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions (cf. note 7).

Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2026 (six mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2025 (six mois)
Chiffre d'affaires	239 639	261 278
Coût des ventes	(60 949)	(71 242)
Marge brute	178 689	190 036
Frais de recherche et développement	(32 958)	(33 276)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(131 581)	(137 530)
Résultat opérationnel	14 150	19 230
Produits financiers	586	678
Charges financières	(3 067)	(3 636)
Résultat de change	(1 133)	(1 346)
Résultat avant impôts	10 536	14 926
Impôts sur le résultat	(533)	(3 632)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(349)	(151)
Résultat net	9 654	11 143
dont Résultat net part du Groupe	9 651	12 131
dont Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle	3	(988)
(En euros)		
Résultat net part du Groupe par action :		
- de base	0,25	0,32
- dilué	0,25	0,32
Nombre d'actions utilisé pour les calculs :		
- résultat de base	37 905 425	37 983 698
- résultat dilué	37 909 876	38 161 539
(en milliers d'euros)		
Résultat opérationnel courant	14 150	19 230
+ Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	19 513	21 126
EBITDA courant	33 664	40 355

État du résultat global

(En milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2026 (six mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2025 (six mois)
Résultat net	9 654	11 143
Écarts de conversion	5 840	(34 286)
Variation de la réserve de réévaluation sur les instruments financiers	280	26
Effet d'impôts	(70)	(7)
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	6 050	(34 267)
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	40	-
Effet d'impôts	(10)	-
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	30	-
Total autres éléments du résultat global	6 080	(34 267)
Résultat global	15 734	(23 124)
dont Part attribuable au Groupe	15 597	(23 028)
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	137	(96)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros)	Du 1er janvier au 30 juin 2026 (six mois)	Du 1er janvier au 30 juin 2025 (six mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	9 654	11 142
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations (actifs immobilisés)	19 513	21 126
Dotations nettes aux provisions et dépréciations (actifs courants)	1 286	1 048
Éléments non monétaires du résultat	1 548	865
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	15	(118)
Variation des impôts différés	(4 792)	(3 267)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	27 225	30 797
Variation des stocks et en-cours	563	2 112
Variation des créances clients et comptes rattachés	3 927	15 249
Variation des autres actifs et passifs courants	8 847	(2 732)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	13 338	14 629
Variation des autres actifs non courants d'exploitation	(2 966)	(1 476)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	37 596	43 950
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles ⁽¹⁾	(5 125)	(4 111)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 261)	(1 675)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	15	84
Coût d'acquisition des titres de participation	(1 060)	-
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(3 120)	(4 872)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	2 789	5 044
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(8 761)	(5 529)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire de la société mère	18	1 295
Augmentations de capital des participations ne donnant pas le contrôle	-	231
Versement de dividendes versés aux actionnaires de Lectra SA	(13 307)	(15 199)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽³⁾	(41 106)	(21 792)
Achats par la société de ses propres actions ⁽⁴⁾	(16 346)	(4 479)
Ventes par la société de ses propres actions	2 884	4 596
Souscription des dettes long terme et court terme	30 000	(0)
Remboursement des obligations locatives	(5 347)	(5 397)
Remboursement des dettes long terme et court terme	(8 011)	(8 050)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(51 215)	(48 795)
Variation de la trésorerie	(22 380)	(10 374)
Trésorerie à l'ouverture	65 065	81 901
Variation de la trésorerie	(22 380)	(10 374)
Incidence des variations de cours de change et autres	1 465	(10 965)
Trésorerie à la clôture	44 150	60 562
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	37 596	43 950
+ Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(8 761)	(5 529)
- Coût d'acquisition des titres de participation	1 060	-
- Remboursement des obligations locatives	(5 347)	(5 397)
Cash-flow libre	24 548	33 025
Impôts (payés) / remboursés, nets	(1 166)	(4 881)
Intérêts (payés) sur obligations locatives	(402)	(453)
Intérêts (payés)	(1 837)	(2 457)

(1) Les montants 2026 et 2025 incluent le paiement de coûts d'implémentation du nouvel ERP.

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

(3) Le montant à fin juin 2026 correspond à l'acquisition des parts minoritaires de Launchmetrics et TextileGenesis et le montant à fin juin 2025 correspond essentiellement à l'acquisition des parts minoritaires de Launchmetrics et Glengo (cf. note 3).

(4) À fin juin 2026, 818 206 actions représentant un montant de 13,6 millions d'euros ont été acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions (cf. note 7).

Tableau de variations des capitaux propres consolidés

(En milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social			Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale	Capital social							
Capitaux propres au 31 décembre 2024	37 966 274	1,00	37 966	142 869	(937)	35 390	137 999	353 287	21 063	374 350
Résultat net							12 131	12 131	(988)	11 143
Autres éléments du résultat global						(35 178)	19	(35 159)	892	(34 267)
Résultat global						(35 178)	12 150	(23 028)	(96)	(23 124)
Exercices d'options de souscription d'actions	71 476	1,00	71	1 224			146	1 441	84	1 525
Valorisation des options de souscription d'actions							856	856	107	963
Vente (achat) par la société de ses propres actions					161			161		161
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(52)	(52)		(52)
Actualisation et révision des engagements de rachat des minoritaires							1 495	1 495		1 495
Achat de titres minoritaires de Gemini							(477)	(477)		(477)
Achat de titres minoritaires de Launchmetrics							8 783	8 783	(4 828)	3 955
Achat de titres minoritaires de Neteven							(40)	(40)	125	85
Achat de titres minoritaires de Glengo							629	629	(469)	160
Dividendes							(15 199)	(15 199)		(15 199)
Capitaux propres au 30 juin 2025	38 037 750	1,00	38 038	144 093	(776)	212	146 291	327 857	15 986	343 843
Capitaux propres au 31 décembre 2024	37 966 274	1,00	37 966	142 869	(937)	35 390	137 999	353 287	21 063	374 350
Résultat net							25 964	25 964	(362)	25 602
Autres éléments du résultat global						(36 874)	222	(36 652)	188	(36 464)
Résultat global						(36 874)	26 186	(10 687)	(174)	(10 861)
Exercices d'options de souscription d'actions	96 989	1,00	97	1 657			170	1 924	106	2 030
Valorisation des options de souscription d'actions							1 726	1 726		1 726
Vente (achat) par la société de ses propres actions					53			53		53
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(49)	(49)		(49)
Actualisation et révision des engagements de rachat des minoritaires							5 285	5 285		5 285
Achat de titres minoritaires de Gemini							(477)	(477)		(477)
Achat de titres minoritaires de Launchmetrics							8 116	8 116	(4 162)	3 954
Achat de titres minoritaires de Neteven							(40)	(40)	125	85
Achat de titres minoritaires de Glengo							629	629	(469)	160
Autres variations							294	294	(67)	227
Dividendes							(15 199)	(15 199)	(990)	(16 189)
Capitaux propres au 31 décembre 2025	38 063 263	1,00	38 063	144 526	(885)	(1 484)	164 640	344 862	15 432	360 294
Résultat net							9 651	9 651	3	9 654
Autres éléments du résultat global							5 706	5 946	134	6 080
Résultat global						5 706	9 891	15 597	137	15 734
Exercices d'options de souscription d'actions	1 000	1,00	1	17				18		18
Valorisation des options de souscription d'actions							1 175	1 175		1 175
Vente (achat) par la société de ses propres actions ⁽¹⁾					(19 585)			(19 585)		(19 585)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							(190)	(190)		(190)
Actualisation et révision des engagements de rachat des minoritaires							(3 092)	(3 092)		(3 092)
Achat de titres minoritaires de TextileGenesis							2 281	2 281	(1 335)	947
Achat de titres minoritaires de Launchmetrics							2 979	2 979	(4 573)	(1 594)
Dividendes							(13 307)	(13 307)		(13 307)
Capitaux propres au 30 juin 2026	38 064 263	1,00	38 064	144 543	(20 470)	4 222	164 377	330 737	9 662	340 399

(1) À fin juin 2026, 818 206 actions représentant un montant de 13,6 millions d'euros ont été acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions (cf. note 7).

III. NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2026

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

À la pointe de l'innovation depuis sa création en 1973, Lectra propose des solutions technologiques d'intelligence industrielle combinant logiciels en mode SaaS (« *Software as a Service* »), équipements de découpe, données et services associés, aux acteurs de la mode, de l'automobile et de l'ameublement.

Lectra accélère la transformation et le succès de ses clients dans un monde en perpétuel mouvement avec audace et passion grâce aux technologies clés de l'Industrie 4.0 : IA, *big data*, *cloud* et Internet des Objets (IoT).

Ses solutions les accompagnent dans la réalisation de leurs objectifs stratégiques : améliorer la productivité, réduire les coûts, diminuer le *time-to-market*, relever les défis de la mondialisation, accroître la qualité des produits, augmenter la capacité de production, développer des marques, améliorer l'impact de leurs campagnes marketing, tout en assurant une croissance durable.

Le Groupe est présent dans plus de cent pays. Trois sites de production de ses équipements de découpe sont implantés en France, en Chine et aux États-Unis.

L'entreprise est cotée sur Euronext, où elle fait partie des indices CAC All Shares, CAC Technology, EN Tech Leaders et ENT PEA-PME 150.

Une offre unique

Lectra dispose d'une compréhension inégalée du métier de ses clients et d'un leadership technologique lui permettant de proposer des solutions innovantes combinant :

- Logiciels en mode SaaS : optimisation des processus industriels du design en passant par la production et jusqu'à la mise sur le marché ;
- Équipements industriels intelligents et connectés : découpe de matériaux souples (tissu, cuir, matières composites et textiles techniques) ;
- Données : solutions pour collecter, organiser et exploiter les données afin de prendre de meilleures décisions ;
- Services : conseil, formation, support et maintenance pour maximiser la valeur délivrée.

La stratégie Lectra 4.0, une vision à long terme

Lancée en 2017, la stratégie Lectra 4.0 vise à positionner le Groupe comme un acteur clé de l'Industrie 4.0 sur ses trois marchés stratégiques, la mode, l'automobile et l'ameublement, à l'horizon 2030. Elle repose sur cinq piliers :

- Un positionnement premium ;
- La concentration sur trois marchés sectoriels stratégiques ;
- Les clients au cœur des activités du Groupe ;
- De nouveaux services 4.0 ;
- Une politique RSE engagée.

Cette stratégie est mise en œuvre au travers de feuilles de route successives de trois ans. Les fondamentaux financiers particulièrement solides du Groupe lui permettent de les exécuter sereinement :

- Une répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et sur un très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- Une proportion importante de l'activité récurrente (plus de 75 %), dont la marge couvre la quasi-totalité des frais généraux fixes ;
- La génération d'un cash-flow libre annuel important, largement supérieur au résultat net.

Plus de 50 ans d'innovation

L'innovation et la R&D sont au cœur de la stratégie, avec des investissements conséquents : plus de 12 % du chiffre d'affaires et près de 25 % des effectifs y sont dédiés chaque année.

Toutes les nouvelles offres logicielles sont proposées en mode SaaS uniquement depuis 2018. Ce modèle a été largement adopté par les clients, comme en témoigne le chiffre d'affaires SaaS multiplié par 3 entre 2023 et 2025, atteignant 89 millions d'euros (soit 18 % du chiffre d'affaires).

Des opérations de croissance externe réussies

Depuis 2018, le Groupe a réalisé neuf acquisitions et deux partenariats stratégiques. Ces opérations lui ont permis de consolider ses parts de marché avec l'intégration d'entreprises qui opèrent dans les mêmes industries et d'accéder à des offres et des briques technologiques qui complètent son portefeuille.

Un engagement durabilité fort depuis des décennies

Acteur engagé en matière de durabilité, Lectra s'attache à définir des standards élevés en matière de transparence et d'éthique, à contribuer activement à la conservation et à la protection de l'environnement, à fournir un cadre de travail où tous les employés s'épanouissent et se sentent valorisés, et à donner aux générations futures les moyens de devenir leaders dans leur domaine.

Des collaborateurs passionnés

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 2800 collaborateurs partout dans le monde. Guidés par trois valeurs fondamentales : faire preuve d'ouverture d'esprit, être des partenaires de confiance et innover avec ardeur, ils œuvrent au quotidien aux côtés des clients du Groupe pour assurer leur succès.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

https://finance.ec.europa.eu/capital-markets-union-and-financial-markets/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2026 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes consolidés annuels 2025. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration qui les a arrêtés lors de sa réunion du 30 juillet 2026 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes.

Aucune norme, interprétation ou modification de normes entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2026 n'a eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires du Groupe.

À la date d'arrêté des présents états financiers intermédiaires, l'IASB ainsi que l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié plusieurs nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations qui ne sont pas encore d'application obligatoire. Le Groupe n'a procédé à aucune application anticipée de ces textes et aucune interprétation applicable à sa situation ne nécessite d'être prise en compte à la date de clôture.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations non encore appliqués ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés du Groupe, à l'exception d'IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », dont l'entrée en vigueur est fixée au

1^{er} janvier 2027.

Le Groupe mène actuellement une analyse détaillée des incidences de cette norme sur la présentation des états financiers primaires ainsi que sur les informations à fournir dans les notes annexes. Cette analyse porte notamment sur les nouveaux sous-totaux obligatoires et facultatifs du compte de résultat introduits par IFRS 18 et sur les évolutions de présentation qui en découlent. IFRS 18 sera appliquée rétrospectivement pour les comptes de l'exercice 2026, conformément aux dispositions transitoires spécifiques prévues par la norme.

Saisonnalité

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés concernent la détermination de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et immobilisations, l'évaluation des engagements d'achat de titres minoritaires ainsi que l'évaluation des impôts différés actifs.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe est composé de natures de revenus différentes qui sont agrégées en deux catégories : le chiffre d'affaires récurrent (abonnements logiciels — SaaS, contrats de maintenance de logiciels, contrats de maintenance des équipements, consommables et pièces) et le chiffre d'affaires non récurrent (équipements et leurs logiciels, licences perpétuelles de logiciel et services non récurrents).

Le Groupe enregistre un contrat avec un client lorsqu'un accord écrit existe, qu'il fixe clairement les droits et obligations de chacun ainsi que les modalités de paiement, qu'il présente une substance commerciale et que le paiement par le client est jugé probable.

Les contrats conclus avec les clients peuvent inclure des prestations multiples telles que par exemple la vente d'un équipement (incluant son logiciel embarqué) accompagné d'un contrat de maintenance et de prestations de formations et conseil ou la vente d'une licence de logiciel sous forme d'abonnement (SaaS) accompagnée d'un contrat de maintenance et de prestations de formation et conseil.

Les ventes de logiciels ne sont reconnues séparément que lorsque ceux-ci ont une utilité pour le client indépendamment des autres prestations promises au contrat.

Ainsi, les logiciels présents sur les équipements de découpe automatique (appelés pilotes) ne sont pas reconnus séparément de ces derniers dans la mesure où ils forment une composante essentielle de ces équipements : sans le pilote, les équipements sont inutilisables, et sans ces derniers les logiciels n'ont aucune utilité non plus.

En revanche, les logiciels spécialisés (par exemple, les logiciels de gestion des collections, de patronage, de simulation), régulièrement vendus séparément des équipements constituent des prestations distinctes.

Les autres prestations sont considérées comme des prestations distinctes selon IFRS 15 et sont donc comptabilisées séparément compte tenu notamment des éléments suivants :

- l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est réalisée en quelques jours et simple à mettre en œuvre, et n'en modifie pas les caractéristiques ;
- les formations sont de courtes durées sans lien d'interdépendance avec les autres prestations ;
- les prestations de conseil des clients sont couramment vendues séparément des équipements et des logiciels spécialisés ;
- les prestations de services portent en général sur l'optimisation des processus de création et de production et ne donnent généralement pas lieu à des modifications ou à des personnalisations significatives des logiciels. Elles ne sont pas nécessaires à leur fonctionnement. Le client peut en bénéficier de manière distincte ; ces prestations constituent donc des obligations de performance séparées et sont comptabilisées distinctement ;
- la maintenance des logiciels et équipements concerne majoritairement des contrats annuels dans le cadre desquels l'engagement du Groupe est un engagement de disponibilité ou de mise à disposition de versions futures de logiciels ; les solutions (équipements et logiciels) sont distinctes de la maintenance, car elles sont entièrement fonctionnelles dès leur livraison et parce que les prestations de maintenance ne sont pas critiques pour que le client puisse bénéficier de la solution ;
- les équipements sont le plus souvent vendus accompagnés d'une ou deux années de maintenance et le client dispose d'options de renouvellement ne faisant pas l'objet de réduction de prix par rapport au prix de souscription initial de la maintenance. Les options de renouvellement ne correspondent donc pas à des droits significatifs devant faire l'objet d'une comptabilisation séparée selon IFRS 15.

Les ventes de consommables et pièces détachées relèvent de contrats simples au sens d'IFRS 15, ne comportant qu'une seule obligation de performance.

Conformément à IFRS 15, le prix de transaction est alloué à chaque obligation de performance sur la base de son prix de vente spécifique, correspondant au prix auquel une entité vendrait séparément un bien ou un service promis à un client. Le Groupe détermine les prix de vente spécifiques des différents éléments en privilégiant le recours à des données observables. Pour les éléments qui ne font pas habituellement l'objet de ventes séparées, les prix de vente spécifiques sont estimés sur la base de la politique tarifaire du Groupe notamment en termes de ristournes.

La reconnaissance du chiffre d'affaires diffère selon la nature des biens et services fournis et repose, conformément à IFRS 15, sur l'identification des obligations de performance et sur le moment de leur satisfaction :

- le chiffre d'affaires lié à la vente des équipements (incluant les logiciels pilotes) est reconnu à la date de transfert de leur contrôle aux clients. Cette date correspond en pratique à la date du transfert physique de l'équipement telle que déterminée par les conditions de vente contractuelles. Il en est de même pour les consommables et les pièces détachées ;
- les logiciels commercialisés sous forme de licence perpétuelle sont des licences de type droit d'utilisation selon IFRS 15 dont le chiffre d'affaires est comptabilisé à une date donnée, correspondant généralement à la date à laquelle le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par clé USB ou par téléchargement ;
- le chiffre d'affaires lié aux logiciels vendus sous forme d'abonnement SaaS (conférant au client un droit d'accès aux licences desdits logiciels) est reconnu de manière étalée sur la durée de l'engagement du client ;
- le chiffre d'affaires des prestations de formation et de conseil est comptabilisé à l'avancement sur la base des heures ou jours de travail effectués par les équipes ;
- le chiffre d'affaires relatif à l'installation des équipements et des logiciels spécialisés est reconnu au moment où ces prestations sont effectuées ;

- le chiffre d'affaires des prestations de maintenance des logiciels et équipements est comptabilisé à l'avancement, selon un mode linéaire, s'agissant d'obligations à se tenir prêt tout au long du contrat sans pics notables d'activité (« *stand-ready obligations* »).

Lectra agit en tant que principal dans la vente des équipements dans la mesure où les pièces et sous-ensembles assemblés par le Groupe en France, aux États-Unis et en Chine ne constituent que des inputs utilisés dans la fabrication des produits finis vendus aux clients.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend, pour les équipements, les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Le coût des ventes pour les logiciels vendus sous forme d'abonnement SaaS intègre les frais d'hébergement et d'infrastructure cloud.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis, et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de recherche et développement, sont présentés en déduction des dépenses de recherche et de développement.

Autres immobilisations incorporelles : logiciels et développements internes

Ce poste comporte uniquement des logiciels utilisés à des fins internes, qui sont amortis linéairement.

Le Groupe active également les coûts directement associés au développement et au paramétrage des logiciels comprenant les coûts salariaux du personnel ayant développé les logiciels et les prestations externes directement imputables. Dans le cas des logiciels en mode SaaS, la capitalisation de ces coûts en immobilisations incorporelles a lieu uniquement si les activités d'implémentation donnent lieu à la création d'un code additionnel séparé du SaaS, contrôlé par le Groupe et qui répond à la définition d'un actif incorporel.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la Société dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Indicateurs de performance

Le Groupe utilise les indicateurs de performance comme l'ARR, l'EBITDA courant, le résultat opérationnel, le cash-flow libre, et le ratio de sécurité tels que définis ci-dessous, considérant que ces agrégats sont pertinents dans le pilotage du Groupe et la mesure de la mise en œuvre de sa stratégie.

Annual Recurring Revenue

Compte tenu de l'importance que revêt l'activité SaaS, le Groupe a décidé de publier son ARR (*Annual Recurring Revenue*), communément utilisé dans l'industrie du SaaS. Il remplace l'indicateur de commandes de nouveaux abonnements SaaS.

L'ARR peut être considéré comme le stock des abonnements SaaS actifs à un instant « t ». L'ARR est donc une anticipation de l'évolution des abonnements SaaS, qui généreront du chiffre d'affaires dans les années à venir. L'ARR étant une notion de stock, il sera publié au cours de change du dernier jour du trimestre.

EBITDA courant

Le Groupe définit son EBITDA courant (Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization) comme étant la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements et dépréciations d'actifs immobilisés.

Cet indicateur permet au Groupe de suivre sa performance opérationnelle directement liée à l'activité, hors effet des investissements immobilisés.

Résultat opérationnel courant et résultat opérationnel

Le Groupe suit un solde intermédiaire dans ses états financiers appelé « Résultat opérationnel » qui est défini par l'ensemble des produits et charges ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Lorsque le Groupe identifie des produits ou charges à caractère non récurrent, il utilise, pour le suivi de sa performance opérationnelle, un solde intermédiaire de gestion intitulé « Résultat opérationnel courant ». Cet indicateur financier correspond au résultat opérationnel diminué des produits à caractère non récurrent et augmenté des charges à caractère non récurrent.

Ainsi, les produits et charges à caractère non récurrent qui sont présentés, le cas échéant, sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé, sont la traduction comptable d'événements inhabituels, peu fréquents, en nombre très limité et de montant significatif.

Cash-flow libre et cash-flow libre courant

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise, et des remboursements des obligations locatives comptabilisées selon IFRS 16.

Dans le cash-flow libre, le Groupe isole les encaissements et décaissements à caractère non récurrent, correspondant aux produits et charges de même nature au sein du résultat opérationnel. Retraité de ces éléments présentés sur une ligne spécifique, le Groupe identifie ainsi le cash-flow libre courant.

Le Groupe considère que cette définition du cash-flow libre courant représente l'indicateur de performance de sa gestion de trésorerie.

Ratio de sécurité

Le ratio de sécurité est défini par le Groupe comme étant la part des frais fixes annuels couverte par la marge brute dégagée par le chiffre d'affaires récurrent.

Ce ratio permet au Groupe de mesurer la couverture de ses frais fixes par un chiffre d'affaires provenant

d'activités qui ne dépendent pas des décisions d'investissements de ses clients d'une année sur l'autre.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs présentés en note 4 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs reportés correspondent aux grandes régions commerciales. Il s'agit des régions : Amériques ; Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) ; et Asie-Pacifique. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, *business development*, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans une colonne « Siège », permettant la réconciliation aux montants figurant dans les états financiers du Groupe.

La mesure de performance se fait sur l'EBITDA courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son EBITDA courant, dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2026, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 71 sociétés consolidées par intégration globale, dont 15 provenant de l'acquisition de Launchmetrics, et 2 sociétés consolidées par mise en équivalence. 4 sociétés sont non consolidées.

Engagements de rachat de titres minoritaires

Pour certaines de ses acquisitions passées, le Groupe n'a pas acquis la totalité du capital et des droits de vote immédiatement, mais il s'est engagé à des rachats ultérieurs (parfois en plusieurs étapes), au moyen d'options croisées de puts et calls qui donnent lieu à la comptabilisation d'une dette (court terme ou long terme en fonction de l'échéance des options).

Le Groupe a procédé à plusieurs acquisitions de parts minoritaires en 2025 : Launchmetrics (23,8 millions de dollars en juin 2025, portant la participation à 63,2 % du capital dilué), Neteven (3,3 millions d'euros en septembre 2025) et Glengo Lectra Teknoloji (1,7 million d'euros en juin 2025), permettant une détention à 100 % de ces deux dernières filiales.

En mars 2026, le Groupe a porté sa participation dans TextileGenesis de 50,5 % à 75,3 % pour un montant additionnel de 19,5 millions d'euros.

En juin 2026, le Groupe a porté sa participation dans Launchmetrics à 76,0 % du capital dilué pour un montant additionnel de 22,6 millions d'euros.

Prise de participation minoritaire dans AQC Industry (AQC) et Six Atomic

Le 19 décembre 2025, AQC a procédé à une augmentation de capital de 1,4 million d'euros, réservée à Lectra, permettant d'acquérir 15,5 % des actions et droits de vote supplémentaires de la société. À l'issue de cette acquisition, Lectra détient 44,4 % des actions et droits de vote de la société.

En avril 2026, Lectra a souscrit à une augmentation de capital de Six Atomic pour 1,1 million d'euros,

portant sa participation de 17,9 % à 23,5 % des actions et droits de vote.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours des exercices 2026 et 2025.

Entités non consolidées

Historiquement, 4 filiales commerciales et de services non significatives, tant en cumul qu'individuellement, n'étaient pas consolidées. Au 30 juin 2026, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à 1,1 million d'euros, la valeur totale de leur actif à 2,9 millions d'euros et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces filiales correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions représentent un montant non significatif au 30 juin 2026.

4. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2026 (En milliers d'euros)	EMEA	Amériques	Asie-Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	110 600	80 396	48 643	-	239 639
EBITDA courant	19 439	15 849	1 994	(3 619)	33 664

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2025 (En milliers d'euros)	EMEA	Amériques	Asie-Pacifique	Siège	Total
Chiffre d'affaires	112 927	83 921	64 430	-	261 278
EBITDA courant	17 669	15 389	4 061	3 236	40 355

La colonne « Siège » permet la réconciliation des montants aux états financiers consolidés du Groupe.

5. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2026 (En milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	24 548	-	24 548
Augmentations de capital en numéraire ⁽¹⁾	18	-	18
Achat et vente par la Société de ses propres actions ⁽²⁾	(13 462)	-	(13 462)
Coût d'acquisition des titres de participation	(1 060)	-	(1 060)
Changements de parts d'intérêts dans des entités contrôlées ⁽³⁾	(41 106)	-	(41 106)
Versement de dividendes	(13 307)	-	(13 307)
Souscriptions des dettes long terme et court terme ⁽⁴⁾	30 000	(30 000)	-
Remboursement des dettes court terme et long terme	(8 011)	8 011	-
Effet de la variation des devises et autres	1 465	(79)	1 386
Variation de la période	(20 916)	(22 068)	(42 983)
Situation au 31 décembre 2025	65 065	(86 389)	(21 324)
Situation au 30 juin 2026	44 150	(108 457)	(64 307)
Variation de la période	(20 916)	(22 068)	(42 983)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions.

(2) Au travers du contrat de liquidité et du programme de rachat d'action confié à Natixis (cf. note 7).

(3) Le montant correspond à l'acquisition des parts minoritaires de Launchmetrics et TextileGenesis (cf. note 3).

(4) Le montant correspond à un tirage sur une ligne de crédit renouvelable (cf. note 8).

Le cash-flow libre du premier semestre 2026 s'élève à 24,5 millions d'euros.

Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de 27,2 millions d'euros, d'investissements de 7,7 millions d'euros (hors augmentation de capital de Six Atomic), et d'une diminution du besoin en fonds de roulement de 13,3 millions d'euros. Il tient également compte d'une augmentation des autres actifs non courants d'exploitation de 3,0 millions d'euros. Enfin, il prend également en compte le

remboursement des obligations locatives (au sens de la norme IFRS 16) de 5,3 millions d'euros.

La variation du besoin en fonds de roulement s'explique comme suit :

- 3,9 millions d'euros proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est obtenue en tenant compte de la rubrique « Produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- 3,2 millions d'euros proviennent de la hausse des acomptes clients ;
- 3,1 millions d'euros proviennent de l'augmentation des dettes sociales ;
- 3,0 millions d'euros proviennent de l'augmentation des dettes fiscales ;
- 0,1 million d'euros provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2026 est négatif de 61,5 millions d'euros. Il comprend la part courante (2,5 millions d'euros) de la créance de 18,3 millions d'euros sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt.

6. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE

Le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est historiquement remboursée à la Société au cours de la quatrième année.

Le Groupe présente séparément la part non-courante (remboursable à plus d'un an, et actualisée) de la créance fiscale relative au crédit d'impôt recherche.

Le crédit d'impôt recherche (2,7 millions d'euros) du premier semestre 2026 a été comptabilisé et n'a pas été imputé sur l'impôt sur les sociétés dû.

Ainsi, au 30 juin 2026, le Groupe détient une créance de 18,9 millions d'euros sur le Trésor public français (dont 16,4 millions d'euros classés parmi les autres actifs non courants), composée :

- du solde du crédit d'impôt recherche de Lectra SA, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : 1,7 million d'euros pour le premier semestre 2026, 3,2 millions d'euros pour l'année 2025, 1,8 million d'euros pour l'exercice 2024, nul pour les exercices 2020 à 2023 (la créance de crédit d'impôt recherche ayant été imputée intégralement sur l'impôt sur les sociétés de ces exercices), 2018-2019 (8,2 millions d'euros). Il comprend également le solde du crédit d'impôt recherche hérité de la fusion avec Neteven (0,9 million d'euros).
- du solde du crédit d'impôt recherche de Launchmetrics France (3,1 millions d'euros).

En outre, les montants précédents à échéance à plus d'un an ont été réduits d'un montant de 0,6 million d'euros du fait de leur actualisation.

Au 31 décembre 2023, le Groupe a constitué une provision pour risques de 6,6 millions d'euros à la suite de la remise en cause, par l'administration fiscale, du crédit d'impôt recherche de Lectra SA. Ce redressement concerne les exercices 2018 et 2019, pour un montant total de 8,2 millions d'euros, dont :

- 5,1 millions d'euros correspondent à des créances de CIR non remboursées par l'État ;
- 3,1 millions d'euros de créances CIR remboursées à tort par l'administration fiscale en juillet 2023 car faisant finalement toujours partie du contentieux. Cette somme a été reversée à l'administration fiscale en septembre 2025 à la suite de la mise en recouvrement.

Les recours administratifs étant épuisés, la société entend désormais défendre sa position dans le cadre d'une procédure contentieuse. La provision a été maintenue au 30 juin 2026.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, le Groupe n'anticipe pas de décaissement notable au titre de l'impôt sur les sociétés en France sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche de chaque exercice.

7. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2026, la Société a acheté 970 561 actions et en a vendu 162 314 aux cours moyens respectifs de 16,84 € et de 17,77 € dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions gérés par Natixis.

Le 5 mai 2026, Lectra a confié à un prestataire de services d'investissement, Natixis, un mandat portant sur l'acquisition de ses propres actions, pour un montant maximum de 50 millions d'euros, dont une première tranche de 20 millions d'euros a été engagée. À fin juin 2026, 818 206 actions représentant un montant de 13,6 millions d'euros ont été acquises. Le montant restant à acquérir, soit 6,4 millions d'euros, a été comptabilisé en autres dettes en contrepartie des capitaux propres.

Au 30 juin 2026, elle détenait 846 608 de ses propres actions (soit 2,22 % du capital social) à un prix de revient moyen de 16,65 €, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat d'actions.

8. TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT

(En milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Trésorerie disponible	44 150	63 565
Équivalents de trésorerie	-	1 500
Emprunts et dettes financières	(108 457)	(86 389)
Trésorerie nette / (endettement net)	(64 307)	(21 324)

Les obligations locatives au sens de la norme IFRS 16 ainsi que les engagements d'achats de titres minoritaires ne sont pas considérés comme des dettes financières dans le calcul de l'endettement net.

La Société a conclu en janvier 2024 un nouvel accord avec ses banques. Cet emprunt de 100 millions d'euros, dont le tirage a été effectif le 27 juin 2024, est à échéance cinq ans, remboursable par huit tranches semestrielles de 7,5 % et 40 % in fine. Il porte intérêt au taux Euribor 3 ou 6 mois auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, fixée à 155 points de base.

Les frais relatifs à la mise en place de ce nouvel emprunt ont été déduits du montant nominal et seront amortis sur la durée du prêt (coût amorti selon IFRS 9).

En parallèle, une couverture de taux a été mise en place au travers d'un swap de taux pour un tiers du montant emprunté sur trois ans. La juste valeur de cet instrument financier dérivé au 30 juin 2026 ressort pour 0,1 million d'euros au passif.

La Société dispose également d'une ligne de crédit renouvelable (Revolving Credit Facility ou RCF) d'un montant maximal de 60 millions d'euros, portant intérêt au taux Euribor de la période auquel s'ajoute une marge dépendant d'un ratio de levier, fixée à 115 points de base. Cette ligne est utilisée à hauteur de 30 millions d'euros au 30 juin 2026.

Au 30 juin 2026, les dettes financières résiduelles de Launchmetrics s'établissent à 1,5 million d'euros.

L'échéancier des instruments financiers se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	30 juin 2026	31 décembre 2025
Emprunts et dettes financières		
Court terme – à moins d'un an	45 496	15 488
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	62 961	70 901
Total	108 457	86 389
Instruments financiers dérivés		
Long terme – à plus d'un an, et moins de cinq ans	133	413
Total	133	413

9. SENSIBILITÉ AU CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Risque de change

Depuis le début de l'exercice 2026, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro a été de 1 € / 1,17 \$. La politique de couverture du risque de change n'a pas évolué par rapport au 31 décembre 2025.

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2026 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (achats moins ventes) de 4,6 millions d'euros, destinés à couvrir la quasi-totalité de ses positions de bilan existantes.

Sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises

La sensibilité du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant aux variations des cours des devises a été établie sur la base des parités du 31 décembre 2025 des devises concernées, notamment 1 € / 1,17 \$. La sensibilité aux variations des cours des devises prend en compte les acquisitions réalisées. La conversion des résultats 2025 à ces cours de change se traduit par une réduction du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant : ces derniers atteignent respectivement 497,3 millions d'euros et 75,2 millions d'euros, soit une marge d'EBITDA courant correspondante de 15,1 %.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisés en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à 1 € / 1,12 \$) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2026 d'environ 9,0 millions d'euros et de l'EBITDA courant annuel de 3,8 millions d'euros. À l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit 1 € / 1,22 \$) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant annuels des mêmes montants.

Indicateurs de perte de valeur

Les hypothèses sur la base desquelles ont été effectués les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition au 31 décembre 2025 ne sont pas remises en cause par les événements du semestre.

10. ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN 2026

Le 27 juillet 2026, Lectra a procédé à la fermeture temporaire de son site de Bordeaux-Cestas à la suite des mesures d'évacuation préventives décidées par les autorités dans le contexte des incendies en Gironde. Le site a repris son activité normale le 30 juillet 2026. Aucun dommage n'a été constaté sur les installations et l'impact sur l'activité du Groupe devrait être négligeable.

IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

GRANT THORNTON

29, rue du Pont
92200 Neuilly-sur-Seine
S.A.S. au capital de € 2 271 184
632 013 843 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG et Autres

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Lectra

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2026.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2026 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 juillet 2026

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON

ERNST & YOUNG et Autres

Vincent Frambourt

Jean-Christophe Pernet

V. DÉCLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes condensés pour le premier semestre 2026 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».

Paris, le 30 juillet 2026

Daniel Harari
Président-Directeur général

Olivier du Chesnay
Directeur financier